

LUTTE ANTI-TERRORISTE

Ce qui a changé

Près d'une année s'est écoulée depuis cette fameuse opération sur laquelle peu a été dit. Cette opération du mois de mars 2016 qui avait particulièrement frappé les esprits tellement les faits rendus publics par le ministère de la Défense à l'époque, avec notamment la récupération de deux systèmes de missiles antiaériens Stinger, suggéraient que le territoire national n'était pas à l'abri d'incursions de terroristes à partir de l'immense bande frontalière que l'Algérie partage avec des pays en butte à une situation sécuritaire qui, pour le moins, n'inspire pas la sérénité.

En fait, la donne sécuritaire a pris un nouveau cours chez nous depuis près de deux ans et demi, lorsqu'au même moment, la communauté internationale apprenait laborieusement à composer avec la nébuleuse venue d'Irak et de Syrie et, ainsi, conférer à la lutte antiterroriste une tournure telle que le monde n'en a jamais vu même après les attentats du 11 septembre 2001. Alors que l'armée donnait par les faits plus que la simple impression d'avoir maté ce qui restait des groupes menés depuis l'été 2004 par Abdelmalek Droukdel et ralliés à Al-Qaïda à la fin de l'été 2006, la première conséquence collatérale en Algérie de la nouvelle guerre menée par la communauté internationale contre l'Etat islamique en Irak et au Levant est venue de Kabylie, en septembre 2014, avec le premier acte signé Daesh par un

groupuscule dissident de la branche d'Al-Qaïda en Algérie, mené par Abdelmalek Gouri, un de ceux sur qui s'appuyait Abdelmalek Droukdel, l'«émir» d'Al-Qaïda au Maghreb. De la lutte contre le «terrorisme résiduel» des années quatre-vingt-dix, l'ANP s'est ainsi retrouvée confrontée à deux fronts, au Nord avec les groupes disséminés ici et là entre les wilayas de Skikda et de Jijel sur le littoral Est, et la wilaya d'Aïn-Defla à l'ouest en passant par le territoire de prédilection des groupes terroristes constitué du triangle Bouira-Boumerdès-Tizi Ouzou. Et puis au sud en raison des prolongements des guerres menées en Libye et au Mali contre les branches locales de l'Etat islamique à nos frontières Est et les groupes ayant juré fidélité à Al-Qaïda au-delà de la bande frontalière plein sud.

Une nouvelle configuration de la lutte antiterroriste pour l'ANP qui, dès la proclamation de la dissidence des rangs d'Al-Qaïda du groupe mené par Abdelmalek Gouri pour rallier Daesh, s'est déployée de telle sorte que la mise hors d'état de nuire de celui qui s'était autoproclamé «mentor» de Jund Al-Khilafa, la branche de l'Etat islamique sur le territoire algérien, n'allait pas tarder et constituer ainsi le premier résultat d'un nouveau dispositif qui s'est avéré d'une efficacité comme cela n'a jamais été observé comme par exemple en Kabylie où, depuis les horribles années 90, l'ANP avait pourtant bien pris ses marques. Depuis, et cela fait maintenant plus de deux années et demie, les troupes de l'ANP ont su limiter les possibilités de manœuvre des groupes issus du «terrorisme résiduel», dont ces petits groupes qui se manifestent notamment à l'est du pays, de Constantine et de Skikda, pour proclamer la renaissance de Jund Al-Khilafa.

Ce développement de la traque menée contre les groupes criminels au nord désormais à la limite de la routine, et le développement de la campagne contre l'Etat islamique au-delà des frontières sud-est, s'ils ôtent tout caractère résiduel à la guerre menée au terrorisme sur le territoire national confèrent



Photo : DR

rent à l'ANP un rôle de plus en plus délicat et aussi imposant que l'est la bande frontalière de l'Algérie avec ses voisins. Des voisins, dont les pays du Maghreb qui craignent le retour de leurs djihadistes, comme on le relevait dans les colonnes du *Soir d'Algérie* en décembre dernier, suite aux propos du ministre tunisien de l'Intérieur en guise de sonnette d'alarme lorsqu'il annonçait le retour, dans son pays, de 800 djihadistes ayant combattu dans les rangs de Daesh.

Un discours venu corroborer les conclusions d'un rapport onusien, divulgué l'été dernier, faisant état de pas moins de 5 500 Tunisiens qui avaient rejoint les

rangs de l'organisation d'Abou-Bakr Al Baghdadi alors que les Algériens, séduits par le djihadisme au nom de Daesh, étaient à peine une centaine.

L'on se rappelle que le ministre tunisien de l'Intérieur avait également émis l'hypothèse selon laquelle nombre de ces terroristes issus des pays du Maghreb s'étaient infiltrés dans les pays du Sahel où, d'ailleurs, plusieurs tentatives d'incursion sur le territoire national ont été relevées à travers les communiqués du ministère de la Défense nationale, d'ailleurs étonnamment peu prolixes ces derniers temps, à moins que la situation ne soit totalement maîtrisée.

M. Azedine

ADHÉSION DU MAROC À L'UA

Les vérités des Sahraouis

Le Maroc aurait-il commis une erreur en adhérant à l'Union africaine ? Les éléments apportés hier par le MAE sahraoui lors d'une conférence de presse suscitent des interrogations «qui trouveront réponse dans les moments à venir».

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Moins d'une semaine après le Sommet d'Addis-Abeba clôturé le 31 janvier dernier, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a tenu à remettre les pendules à l'heure en révélant les véritables conditions dans lesquelles la demande d'adhésion du Maroc à l'UA a été entérinée. Ould Salek, ministre sahraoui des Affaires étrangères, a tenu en toute priorité à rectifier «une information distillée par les Marocains et qui tend à faire croire que cette admission a eu lieu après un vote». Les informations qui étaient parvenues à la presse faisaient, en effet, état que le Maroc avait été élu par 39 voix (sur 54), soit trois voix de plus que ne le prévoient les textes de fonctionnement de l'UA. Faux, soutient Ould Salek, «l'admission du Maroc a eu lieu sur la base d'un consensus entre les Etats membres de l'organisation».

Il décrit avec force détails la séance au cours de laquelle la décision finale a été prise. Les Etats africains représentés par



Ould Salek, ministre sahraoui des Affaires étrangères.

leur président ou chef de gouvernement étaient alors divisés en trois blocs distincts.

Le premier bloc était constitué de pays nord-africains. «Il y avait 14 ou 15 Etats. Leur point de vue était très clairement hostile à la demande du Maroc. Certains l'ont même qualifié de «colon» et jugé que son comportement à l'égard du Sahara occidental ressemblait étrangement à ceux de l'apartheid.» Le second groupe «le plus restreint aussi» était composé des «alliés connus du Maroc, le Sénégal, le Gabon et la Côte-d'Ivoire». Le troisième bloc «majoritaire en nombre s'est déclaré en faveur de l'entrée du Maroc au sein de l'Union africaine». Ils ont dit ce qui suit : «Du moment qu'il a ratifié l'acte constitutif qui l'engage à reconnaître les frontières héritées du colonialisme de tous les Etats membres de l'Union africaine, et que la RASD, membre fondateur de l'organisation, en fait partie, il n'y a aucune entrave à son admission.» Selon la même

source, ces Etats ont conclu : «Tant que la RASD est là et que la ratification de l'acte constitutif de l'UA a eu lieu sans réserves ni conditions de la part du Maroc, acceptons-le. Ce sera peut-être l'occasion de parvenir à un règlement du dossier, et de parvenir à une solution que les Nations-Unies n'ont pas encore trouvée.»

Le consensus a lieu. Le Maroc est admis. «C'est une grande victoire pour nous, poursuit Ould Salek. Le Maroc a non seulement ratifié un traité international dans lequel il reconnaît que les frontières du Sahara occidental sont celles héritées du colonialisme, celles que nous revendiquons donc, mais il s'est aussi assis dans une salle où se trouvait le Président sahraoui avec son drapeau national. C'est pour cela que je dis qu'il s'agit d'une victoire.» Ould Salek estime par ailleurs que la suite logique à donner à cet événement voudrait que le Maroc «qui reconnaît donc officiellement les frontières du Sahara occi-

dental, retire ses troupes des territoires occupés». Les pays ayant penché en faveur de son adhésion à l'organisation panafricaine l'attendent sur ce point. «Le Maroc se doit à présent de déposer les instruments de ratification auprès des institutions concernées. Je vous rappelle que la convention de Vienne exige des signataires de ces traités internationaux une application des textes en toute bonne foi.»

Le Maroc s'est-il piégé ? Ould Salek lance un grand sourire à la question posée par les journalistes présents à la conférence. «En fait, on ne sait pas s'il s'est fait piéger, ou s'il a tenté de piéger en s'introduisant au sein de l'organisation pour jouer le rôle du ver dans le fruit. L'avenir nous le dira. Pour l'heure, nous constatons qu'il essuie échec sur échec et que toutes ses manœuvres ont fini par se retourner contre lui.» Il rappelle que le Maroc est actuellement en confrontation totale avec les Nations-Unies en raison de son refus d'appliquer les résolutions en faveur d'un dénouement pacifique du conflit du Sahara occidental. Les dernières résolutions de l'Union africaine prises lors du dernier Sommet vont dans le même sens, sinon plus puisqu'elles somment la communauté internationale à agir pour une résolution rapide du dernier dossier de décolonisation du continent. L'état se resserre autour du Maroc.

A. C.

HAMID GRINE À BÉJAÏA

«Nous avons une presse patriote, saine et qui fait honneur même s'il y a parfois des dérapages»

«Nous avons une presse patriote, saine et qui fait honneur même s'il y a parfois des dérapages», a soutenu en substance le ministre de la Communication, Hamid Grine, à l'ouverture de la conférence intitulée «Connaître les médias, le citoyen a droit à une information fiable», organisée hier à Béjaïa. Dans son intervention, Hamid Grine a appelé les journalistes à faire preuve de «professionnalisme» et «à respecter l'éthique et la déontologie du métier» dans la couverture des prochaines élections. «L'objectivité dans le métier de journaliste n'existe pas mais évitez l'insulte, la diffamation et d'utiliser le gras», poursuit Hamid Grine à l'adresse des journalistes tout en insistant sur la formation.

Dans le cadre de la formation des journalistes qui, précise-t-il, «n'a pas de limite», le ministre de la Communication a rappelé les différentes rencontres organisées par son département à travers le territoire national.

Concernant la mise en place de l'Autorité de régulation de la presse écrite, Hamid Grine a indiqué qu'elle sera installée «très bientôt, soit fin 2017». Evoquant les chaînes privées, le ministre de la Communication a fait savoir que son département prendra «ses responsabilités dans le cadre de la loi 04/2014 quand il le faut» tout en estimant que ces chaînes sont maintenant «moins virulentes» que par le passé.

Toujours dans le même contexte, Hamid Grine a souligné que son département a «un seuil de tolérance et a décidé de prendre la voie de la sagesse», alors que la plupart de ces chaînes, hormis cinq, ne sont pas encore accréditées.

A. K.